

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Abysses

Après plusieurs échecs, on parle à nouveau de créer une force de centre-gauche. Pourquoi pas ? Il y a depuis bientôt dix ans des hommes et des groupes épars qui soutiennent l'action du président de la République et qui ne sont pas membres du Parti socialiste. Les rassembler dans une formation commune est une bonne idée, qui suppose cependant quatre conditions.

Pour exister une formation doit avoir une pensée propre, à partir de laquelle elle définit un projet politique, puis une stratégie pour faire aboutir celui-ci, enfin un homme qui soit en mesure d'exprimer l'ensemble.

Ces conditions ne sont pas remplies au centre gauche: des hommes se réunissent, mais sans fédérateur incontesté; une tactique électorale tient lieu de stratégie et aussi de pensée. En fait, on cherche à occuper la place laissée vide entre le P.S. et la droite en se définissant comme ni de droite ni socialiste. D'où la question, abyssale: comment peut-on occuper un vide par une double négation ? Nous attendons avec intérêt la réponse.

Librement interprété d'après un dessin de Plantu



Partis

Le P.S. à la dérive

Idées

La nation en question

(p. 9)

Economie

Entretien avec Michel Beaud

(p. 6-7)

M 2242 - 530 - 13,00 F



3792242013005 05300

Le roi protecteur de la liberté religieuse et des droits de l'homme

Il existe dans la Révolution française un événement qui gêne beaucoup de monde. Celui où Louis XVI signe la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il gêne d'abord ceux qui voudraient faire de l'instauration de la république le synonyme de liberté. Mais il embarrasse aussi les royalistes issus du théocratisme de Bonald qui cherchent à utiliser la cause monarchiste contre les Droits de l'Homme. Aussi chacun raisonne comme si le roi y était étranger. Il leur est même difficile d'alléguer que le souverain l'accepta de mauvaise grâce puisque déjà en 1787 il avait dicté l'édit de Tolérance rétablissant la liberté du culte aux protestants et aux juifs. Aussi Louis XVI était-il certainement d'accord avec l'article 10 affirmant que « nul ne peut être inquiété pour ses opinions même religieuses ».

Qui plus est le roi fut renversé pour avoir refusé la Constitution Civile du Clergé. Mais cela aussi est occulté et le fut déjà à l'époque où on lui intenta un procès politique hors du sujet afin de ne pas faire de lui un martyr. Mais on continue imperturbablement à enseigner les prétextes avancés pour sa condamnation à mort. Or la réalité est tout autre. Car ce projet était une atteinte à la liberté religieuse et en cela c'est Louis XVI qui défendait les

Droits de l'Homme contre l'Assemblée qui les avait bafoués. Ainsi l'Edit de Tolérance, l'acceptation de la Déclaration des Droits de l'Homme et le refus de la Constitution Civile du Clergé forment un tout où le roi se fit le champion de la liberté, conscience à la fois contre le fanatisme religieux et l'intolérance révolutionnaire.



Ajoutons que c'est insulter la mémoire des Vendéens et des chouans que de les comparer à la « Sainte Ligue » qui voulait exterminer les huguenots. Car ils ne firent que défendre leur Foi religieuse et il existe en pleine Vendée militaire un bourg du nom de Mouchamps où les habitants qui sont protestants ne furent nullement inquiétés. Aussi ne se trompèrent-ils pas en associant la défense de

la Monarchie à la liberté de pratiquer sa religion. En outre on ne peut même pas prétendre que Louis XVI se laissa influencer par les idées de l'époque. Car déjà les Politiques au XVIème siècle avaient réclamé l'unité politique face aux querelles religieuses. Henri III, Henri IV, ainsi que Louis XIII se rangèrent à leurs recommandations.

Si l'expression les « Droits de l'Homme » n'existait pas en ce temps-là, ils n'en furent pas moins appliqués dans les faits. Bien sûr, il ne faudrait pas établir des comparaisons trop étroites entre les idées de ces deux époques. En outre nous ne prétendons nullement que cette déclaration doive être prise comme un modèle du genre. Car elle comportait des lacunes ainsi que des mots abstraits qui prêtèrent à des interprétations contradictoires, ne serait-ce qu'en matière sociale. Louis XVI en était pleinement conscient lorsqu'il traitait de « métaphysique » la façon de raisonner des révolutionnaires. Il n'en reste pas moins que l'Edit de Nantes faisant suite à l'Edit de Beaulieu et confirmé par l'Edit d'Alès avait conçu l'égalité juridique en créant des chambres mi-parties catholiques-protestantes et bien sûr affirmant le droit à la liberté de conscience. Les mots liberté et

égalité avaient donc déjà été prononcés mais relatifs à leur objet.

En revanche c'est l'inqualifiable attitude de Louis XIV (que nous n'éludons pas) qui, par l'Edit de Fontainebleau, faillit à sa mission de protecteur des minorités. Bainville dénonça la révocation de l'Edit de Nantes comme étant « la faute du règne ». Cependant, pour être juste, il ne faut pas oublier la grande responsabilité de Louvois, homme dur et brutal (et prendre en compte la pression populaire...). Et, comme le reconnaît Michelet, le roi intervint chaque fois qu'il eut connaissance des exactions contre les personnes et les biens. Celles-ci furent commises à l'instigation de clercs et de laïcs fanatiques qui prirent bien souvent la tête des unités de dragons. Aussi est-ce bien les dragonnades, relatées par Voltaire, qui incitèrent le législateur à rédiger le texte de la Déclaration des Droits de l'Homme. Mais il se produisit très vite une dérive et l'Assemblée, du respect de la liberté religieuse tomba dans une agression contre les structures de l'Eglise catholique. Aussi la première République est-elle née du refus des Droits de l'Homme et c'est le roi qui voulut les protéger.

Jean SAINT-ELLIER

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: Le Roi protecteur des Droits de l'homme - p.3 : PS, signes du déclin - Hernu - p.4: L'Histoire retrouvée - D'un excès à l'autre - p.5: Exorciser l'Europe de 1919 - 6-7 : L'économie mondiale des années 80 - p.8 : Presse: sujet explosif - p.9 : La nation en question - p.10 : Faisons un rêve - Péguy et la terre - p.11 : Action royaliste - - p. 12 : Editorial : République et démocratie.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Les signes du déclin

La campagne électorale bat son plein au Parti socialiste en vue du congrès de Rennes. Elle est symptomatique à plusieurs égards.

La préparation du congrès de Rennes rend manifeste la crise profonde qui affecte le Parti socialiste depuis plusieurs années. Mais cette crise ne tient pas, ou pas seulement, au spectacle confus que nous aurons sous les yeux jusqu'en mars.

D'une part, les luttes d'appareil, le conflit autour des motions et le choc des ambitions font partie de la vie normale d'un grand parti démocratique. Il est d'autre part logique, dans notre système politique, que la question du candidat socialiste à la Présidence soit posée, et qu'une bataille s'engage entre les principaux dirigeants pour garder ou prendre le contrôle de l'appareil du parti afin de se faire désigner par celui-ci le moment venu. Enfin, la contradiction qui existe entre la tradition contestataire et revendicative des socialistes et le fait qu'ils assument le gouvernement du pays n'est pas insurmontable et certainement pas destructrice.

Préoccupé par ces difficultés et par ces malaises, le parti socialiste ne prend guère au sérieux trois symptômes qui annoncent un déclin rapide si aucun remède n'est trouvé:

1) La faiblesse de sa réflexion fondamentale, qui explique l'absence de projet politique global. A l'automne 1988, Pierre Mauroy avait annoncé un « congrès idéologique ». Le texte des motions en concurrence et la tonalité des affrontements ont réduit à néant cette nécessité. Peut-on espérer un redressement après Rennes, comme on l'avait espéré après les présidentielles, après les municipales, après les euro-



péennes ? Non, puisque la question des législatives va bientôt se poser. A terme, cette insouciance est catastrophique car un parti politique ne peut exister sans pensée et sans projet. Pourtant, le Parti socialiste dispose, parmi ses adhérents et sympathisants, de nombreux intellectuels qui pourraient - et qui souhaiteraient - alimenter la réflexion commune. Faute d'être écoutés ou lus, certains (beaucoup ?) abandonnent discrètement le P.S. Et celui-ci, faute d'être irrigué par les débats généraux, perd les militants qui, venus par conviction, se voient mobilisés dans les guerres entre factions.

2) Par voie de conséquence, le P.S. tend à devenir un parti d'élus, et de fonctionnaires - de l'appareil du parti, et de l'appareil d'Etat: une vaste technocratie, coupée de la

« base » des militants et des adhérents qui regardent passer les puissants et qu'on mobilise pendant les campagnes électorales.

3) Pour les deux raisons qui précèdent, la direction du P.S., toutes tendances confondues, ne connaît pas seulement un décalage, mais vit dans un dédoublement permanent sans s'apercevoir que l'opinion publique n'est pas dupe de ses mines hypocrites et de ses déclarations alambiquées. Comment croire en effet que Laurent Fabius et Lionel Jospin s'affrontent sur leurs motions, alors que toute la presse les désigne comme présidentiables ? Comment croire que le congrès de Rennes sera un grand moment démocratique, alors que tout le monde sait que chaque courant accumule les fausses cartes ? Comment croire aux déclarations de fidélité à François Mitterrand de ceux qui font comme si le mandat présidentiel devait s'achever l'année prochaine ? L'homme loyal en public est l'intrigant du sérail. Le démocrate modèle est le manipulateur de cartes. Le socialiste déclaré ne croit plus qu'aux rapports de forces. Mais le jeu n'abuse plus personne.

Ces points ne sont pas soulignés dans une intention polémique. Il s'agit seulement de rappeler qu'un autre grand parti de gauche, aujourd'hui déliquéscent, a connu la sclérose intellectuelle, la bureaucratisation et le dédoublement de personnalité, et que le parti socialiste n'est pas à l'abri d'un déclin du même type. Il s'agit aussi de rappeler que le président de la République nomme toujours le Premier ministre, et que le choix du successeur de Michel Rocard peut bouleverser les stratégies les mieux affinées.

Y. LANDEVENEC

Hernu

De Charles Hernu, que retiendra l'histoire ? Qu'il fut un militant, fondateur du club des Jacobins, proche de Pierre Mendès-France et président de la Convention des institutions républicaines où se retrouvaient les compagnons de François Mitterrand. De ce militantisme, sa mort en meeting, pendant un discours de soutien au peuple arménien, porte témoignage.

Que ce militant républicain et jacobin fut un patriote, soucieux de l'indépendance de notre pays. Créateur de la Commission de défense du Parti socialiste en 1973, c'est Charles Hernu qui présidera au renouvellement des conceptions socialistes, au ralliement de ce parti à la force nucléaire de dissuasion si vivement combattue par la gauche tout au long des années soixante.

Que ce patriote jacobin fut un homme d'Etat, qui a joué un rôle capital comme ministre de la Défense dans les années qui suivirent la victoire de François Mitterrand, mais dont la faiblesse fut sans doute d'être un peu trop le ministre de l'armée, excessivement solidaire de certains de ses éléments dans l'affaire du Rainbow Warrior. Mais Charles Hernu, en véritable homme d'Etat, avait assumé la crise en prenant toutes ses responsabilités.

Nous n'oublierons pas le citoyen que fut Charles Hernu, ni l'homme cordial et généreux, qui avait témoigné à plusieurs d'entre nous son amitié et l'intérêt qu'il prenait à notre réflexion.

Sylvie FERNOY

Questionnez-nous
sur minitel :
36 15 AGIR*NAR

L'histoire retrouvée

Contre la falsification de l'histoire roumaine, deux remarquables émissions de Frédéric Mitterrand.

Les quelques lignes d'un communiqué, un visage aperçu à la télévision au plus fort de l'insurrection roumaine et, dans les journaux, de sèches chronologies. Telles étaient, fin décembre, les informations dont nous disposions sur le roi Michel de Roumanie: peu quant à l'histoire, beaucoup quant au symbole.

Frédéric Mitterrand a voulu relier l'histoire et le symbole en nous faisant découvrir le roi, la reine Anne et la princesse Margharita au cours de deux émissions d'une heure sur «Antenne 2». Grâce à celles-ci, nous avons pu disposer d'une information complète et, surtout, le peuple roumain pourra enfin connaître toute une part de son histoire travestie, mutilée et falsifiée par la dictature.

Qui sait en effet que le roi Michel de Roumanie fut «un des acteurs les plus déterminants de la résistance contre tous les totalitarismes», «l'âme de la libération» de son pays écrasé par le fascisme, puis l'homme qui s'opposa jusqu'au bout à l'entreprise liberticide des stalinien ? La famille exilée a raconté en termes simples l'histoire complexe de la dynastie et celle, tragique, d'un peuple successivement confronté à deux entreprises totalitaires. Dans la monarchie roumaine - le dernier régime constitutionnel que le peuple ait connu - la famille royale est en crise: le roi Carol, qui ne veut pas régner, laisse la couronne à son fils pendant trois ans puis revient, exile la reine, tient son fils à l'écart des affaires de l'Etat et abdique en 1940. Michel est alors le tout jeune roi sans expérience d'un pays dominé par les fascistes et allié avec l'Allemagne nazie. Tou-



jours tenu à l'écart, cette fois par le premier ministre, entouré d'espions, il parvient en trois ans à rétablir la situation: avec les partis démocratiques, il prépare contre les fascistes un coup d'Etat qu'il doit réaliser seul. Mais la Roumanie est dans la zone d'influence soviétique, et le roi se trouve confronté à la volonté hégémonique des communistes. Longue résistance encore au nom de la liberté et du droit, puis l'exil pour éviter que les communistes exercent contre un peuple qui lui est toujours fidèle des représailles sanglantes.

Le roi Michel peut aujourd'hui «redonner à son pays cette part de mémoire et cette capacité à symboliser la défense des droits de l'homme qui fut la noblesse de sa vie courageuse, difficile et sans compromis» dit Frédéric Mitterrand. Il semble que les Roumains soient sensibles à ce fait: le 20 janvier, la princesse Margharita était chaleureusement accueillie à l'aéroport de Bucarest.

Annette DELRANCK

Dans le numéro à paraître en février de notre revue *Le Lys Rouge* on trouvera un dossier de presse très complet sur le roi Michel. Commandez-le dès aujourd'hui (25 F franco) ou abonnez-vous (4 n°: 60 F) à l'ordre de «Royaliste».

D'un excès à l'autre ?

La manière dont les pays de l'est sortent de l'économie socialiste est inquiétante pour leur avenir.

Avec le recul, depuis l'automne dernier, de l'empire soviétique, les pays d'Europe centrale se trouvent confrontés aux difficultés liées à la sortie d'un système économique qui, pendant quarante ans, les a contraints, sinon à nier l'existence du marché, du moins à ne lui reconnaître aucune vertu dans le développement économique. Si l'Etat, par le biais du plan et d'un ministère de l'Economie doté de ramifications dans tous les secteurs, avait la main-mise sur l'économie officielle, des marchés parallèles se développaient dans l'anarchie et l'illégalité, lesquels avaient pour effet, chacun à leur niveau, de pallier les insuffisances du système étatique. Vu de l'Europe de l'ouest le marché noir des marchandises est le mode le plus connu de développement de l'économie privée, mais, en Hongrie, par exemple, il n'est pas rare de voir les ouvriers occuper deux emplois: l'un officiel pour assurer le minimum vital, l'autre officieux, plus important socialement.

Dès lors, l'expérience qu'ils ont acquis de l'économie de marché demeure largement entachée par ses aspects les plus négatifs: à d'autres époques sous d'autres cieux, cela s'appelait le «laissez faire».

Si tout espoir de renouveau est, aujourd'hui, permis, il ne faut pas exclure, dans ces pays, les dégâts de l'instauration d'un capitalisme sauvage. L'évolution récente permet d'envisager le pire. Une recommandation émanant du FMI ne vient-elle

pas d'enjoindre les pays de l'est de laisser le marché fixer les prix et les salaires, pour faciliter les implantations de filiales d'entreprises multinationales et les importations en provenance de pays capitalistes ? Il en résulte, en Pologne et en Hongrie notamment, une hausse des prix et un endettement sans précédent.

Par ailleurs, le système des «joint ventures» (association entre une entreprise locale peu rentable et une entreprise occidentale) favorise les anciens dirigeants qui deviennent du même coup, grâce à l'aide involontaire des entrepreneurs occidentaux, les nouveaux détenteurs du pouvoir économique.

Après avoir subi les méfaits d'un système économique étatisé à outrance, les pays d'Europe de l'est sont contraints, pour éviter de tomber dans les travers du libéralisme, de trouver une troisième voie qui passe par la définition de nouvelles relations entre l'Etat et le marché, le secteur public et le secteur privé. Dans cette perspective, l'Europe de l'ouest a une carte à jouer qui consisterait à inclure les pays de l'ex-glacis soviétique dans une nouvelle dynamique économique, mais aussi politique, sociale et culturelle. Au lieu de cela on voit l'orthodoxie économique capitaliste prendre peu à peu le relais de l'économie socialiste. Souhaitons que les nouveaux gouvernants et leurs conseillers soient conscients de ce danger.

P.L.R

Sur minitel : 36 15 AGIR*NAR

Exorciser l'Europe de 1919

« Je pense qu'entre les peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral; ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter leurs intérêts, de prendre des résolutions communes, d'établir entre eux un lien de solidarité, qui leur permette de faire face le moment voulu à des circonstances graves, si elles venaient à naître. »

Mitterrand le 31 décembre 1989 ? Non: Aristide Briand le 5 septembre 1929 à la tribune de la SDN à Genève. Dix ans après 1919, il était trop tard pour recoudre l'Europe morcelée du traité de Versailles.

Briand pensait d'ailleurs, à la veille de la crise, à des liens d'abord économiques, puis politiques mais « sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations », donc à une confédération. Pourquoi aujourd'hui la même solution ? Parce que nous serions menacés d'un retour à l'Europe de 1919.

L'inquiétude manifestée à l'Ouest devant la libération des peuples de l'Est ne laisse pas d'intriguer. Elle contraste singulièrement avec le masque olympien de Gorbatchev. Deux manières sans doute complémentaires de calmer le jeu. On est stupéfait de voir les prétendus démocrates et libéraux chez nous ne parler que de « cheval fou de la liberté », de « torrent révolutionnaire dont on ne sait où et quand il s'arrêtera » (se sentiraient-ils menacés ?), que de « stabiliser » la situation (1). Non nous ne voulons pas être rassurés. Nous n'avons pas peur. La foi de Jean-Paul II s'accorde avec l'analyse rationnelle qui n'est pas celle des raisonneurs ni des raisonnables.

L'Europe de 1919, on l'oublie, s'est bâtie sur la répression du « torrent révolutionnaire » de 1918. Jacques Bainville reprochait au gou-

vernement français d'avoir laissé périr Liebknecht à Berlin, Kurt Eisner à Munich, sans peur de choquer les conservateurs. Ne pas recommencer 1919, pas plus que 1849 ou 1819, veut dire d'abord cela: ne pas vouloir à tout prix revisser le couvercle sur la marmite.

C'est tout autre chose que de ne pas laisser les peuples sans perspective politique. Encore faut-il partir des réalités. On est pris de vertige entre les cercles concentriques des uns, la maison à trois demeures d'un autre, qui ne sont pas les mêmes que les trois piliers du troisième (2). La géométrie dans l'espace nous a suffisamment fait transpirer sur les bancs de l'école.

La perspective qui soit à la hauteur de l'événement ne saurait être celle du Bénélux à la puissance dix. Qu'on m'entende bien: j'applaudis au retour de

pouvons revoir une Autriche-Hongrie, laquelle ne saurait s'imaginer sans les Habsbourg, le temps du rachat serait proche.

Je ne méconnais pas non plus le besoin d'étapes intermédiaires, de relais vers la grande Europe. Mais je me rappelle ce que disait Bainville en 1920, lorsque, après avoir failli à sauver l'Empire, la diplomatie française travaillait à mettre sur pied une fédération danubienne: « Pas plus que la dissociation en Allemagne, on ne fera en Autriche de la concentration sur commande ». Pour qu'il y ait fédération, il faut un fédérateur et selon ce qu'il sera, l'Autriche se reconstituera en Mitteleuropa ou en force d'équilibre.

Il y a deux autres différences aujourd'hui par rapport à l'Europe de 1919: la répression avait été le fait d'une armée allemande laissée intacte dans

un Reich centralisé à l'identique dans ses frontières qu'on dit aujourd'hui de 1937; les conditions économiques étaient celles de la déflation et du malthusianisme. La priorité aujourd'hui dans les pays d'Europe centrale est à la réforme économique qui passe par l'ouverture à l'Ouest et l'égalité des chances. S'il n'en allait pas ainsi, la rénovation du CAEM suffirait. Politiquement, le pacte de Varsovie, transformé en instance civile, aurait-il un autre ciment que la vieille crainte du « revanchisme allemand » ?

La perspective ouverte par le président Mitterrand transcende les ratiocinations des apprentis Metternich. Elle ne saurait être une machine de guerre contre l'Allemagne, ni une traduction française de la maison commune, ni une riposte au nouvel atlantisme. C'est faire trop de crédit à un seul homme et à une seule idée. La confédération européenne est la reconnaissance de l'identité commune de l'élan de peuples qui, au centre et à l'Est du continent, partagent les mêmes valeurs que ceux de l'Ouest. La frustration d'un tel espoir serait pire que tout. Argumenter chez nous sur une fédération partielle n'est rien d'autre qu'une forme d'exclusion et une expression de rejet. Ce n'est pas à nous d'en décider mais à eux seuls. Pour ce qui nous concerne, il vaudrait au contraire bien mieux que l'exemple de ces peuples vienne nous remettre en cause; foin de notre tranquillité, signe de sommeil et de mort.

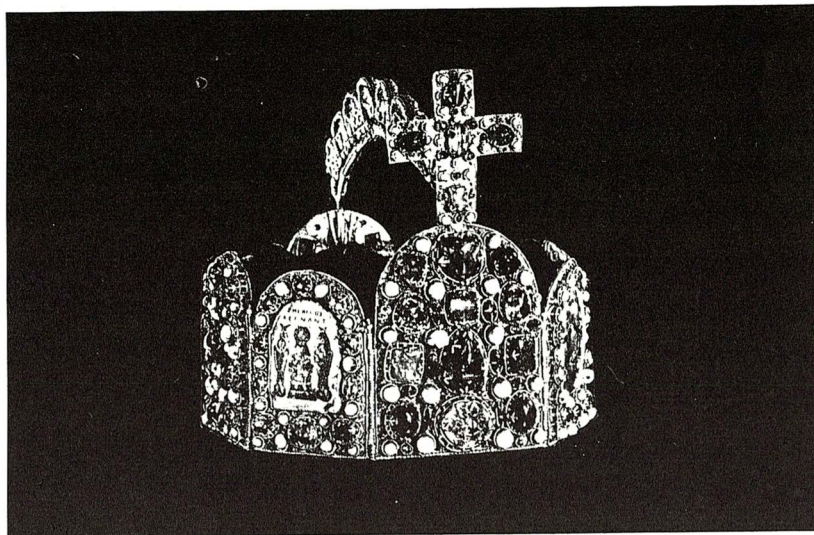
Yves LA MARCK

(1) Alain Lamassoure, « Le Monde » du 30 décembre.

(2) CEE, AELE et Comecon pour Chevarnadze et Delors; Europe de l'Ouest, Europe centrale, URSS pour Lamassoure.

(3) « Royaliste » n°415, « Autriche: nostalgie ou renaissance ? »

• CAEM = Comecon en français...



■ Une nouvelle Autriche-Hongrie ne saurait s'imaginer sans les Habsbourg.

L'économie mondiale des années 80

● **Royaliste** : Dans vos deux derniers livres (1), vous élaborez un Système que vous qualifiez de *National Mondial Hiérarchisé*. Pouvez-vous, dans un premier temps, nous dire ce qui a nécessité la construction de ce nouveau concept ?

Michel Beaud : Cela fait très longtemps que je suis insatisfait de l'approche éclatée de cette réalité globale que constitue l'économie mondiale. Certains auteurs mettent l'accent sur les économies nationales, d'autres sur l'analyse de l'économie internationale, d'autres encore sur les firmes multinationales, mais toutes ces lectures demeurent partielles. Ce que je cherche depuis des années, c'est de recomposer une analyse cohérente et d'essayer de comprendre comment l'économie évolue vers une mondialisation qui n'abolit pas pour autant l'importance des phénomènes nationaux et la spécificité des facteurs locaux, contrairement aux théories qui défendent tous les auteurs qui traitent de la réalité mondiale. C'est cette question qui m'a amené à faire cet effort de construction, afin de pouvoir fournir une vue d'ensemble d'un phénomène complexe.

● **Royaliste**: Quelle réalité renferme ce *Système National Mondial Hiérarchisé* ?

Michel Beaud : A une époque antérieure au XVI^{ème} siècle, la reproduction des groupes sociaux s'effectuait sur la base d'une économie agricole et manufacturière, dans le cadre d'une région, d'une vallée, d'une plaine... Depuis le XVI^{ème} siècle, les sociétés se sont, de plus en plus, construites sur la base d'économies nationales agricoles et industrielles, dans le cadre de frontières nationales, autour d'Etats-Nations et on peut dire que, jusqu'à Keynes à peu près, l'agriculture,

les mines, l'industrie, la banque et la monnaie d'un pays assureraient, dans le domaine économique, la reproduction des populations vivant sur le territoire national.

Dans les années 60 - 70, un phénomène nouveau se produit: les modalités nationales de reproduction des formations sociales sont prises dans un tourbillon de plus en plus fortement international, multinational et mondial.

Si l'on accepte cette interprétation, il est clair que tous les pays ne partent pas de la même situation. Dans les années 60, par exemple, il y a un capitalisme américain très puissant, des capitalismes qui ont eu dans le passé une grande influence et qui dans le présent restent relativement importants (Grande Bretagne, France, Allemagne) et, enfin, des capitalismes en pleine ascension comme le Japon et la Corée.

En fonction de ces différences de puissances acquises et de dynamiques économiques, industrielles, technologiques, financières, monétaires... les capacités d'action diffèrent d'un pays à l'autre: on assiste à l'émergence d'une hiérarchie, ou, pour reprendre l'expression de François Perroux, des économies nationales exercent sur les autres «des influences asymétriques et irréversibles».

C'est à l'ensemble de ce phénomène complexe que je me réfère quand je parle de *Système National Mondial Hiérarchisé* ou SNMH.

● **Royaliste**: Voulez-vous dire par là que, dans le domaine de l'analyse économique, le cadre de l'Etat-Nation est aujourd'hui dépassé ?

Michel Beaud: Non, je crois seulement que l'Etat va devoir changer de rôle. Jusqu'à présent, celui-ci assurait, plus ou moins bien, la cohésion de

sociétés hétérogènes, contradictoires, au sein desquelles existaient des tensions, sur un territoire relativement bien délimité et avec une économie presque cohérente. Puis peu à peu, l'Etat, de type keynésien ou social-démocrate, a pris en charge la protection sociale, assuré la redistribution et garanti une certaine solidarité, le tout principalement en fonction de problèmes intérieurs. Or, cela est de moins en moins possible, d'où la remise en cause à laquelle nous assistons actuellement. Mais cela ne veut pas dire pour autant que l'Etat va perdre son rôle. Il aura, au contraire, un nouveau rôle à jouer qui consistera à trouver, dans chaque pays, le nouvel équilibre, la nouvelle dynamique économique et sociale, compte tenu de la place du pays dans le système mondial.

Il aura à engager des négociations non seulement avec d'autres Etats, mais aussi avec des organismes avec lesquels il n'avait pas l'habitude de négocier, tels que des firmes multinationales, des groupes financiers de qui dépendent l'investissement, la production,



Professeur d'économie politique à l'Université de Paris VII, Michel Beaud vient de publier «L'économie mondiale dans les années 80». Précis, informé, abordable pour le profane, ce livre est l'œuvre d'un économiste et d'un citoyen qui s'inquiète de la tournure que prennent certains événements récents (économiques, financiers, mais aussi écologiques et culturels). Il constitue un outil d'analyse indispensable pour comprendre l'évolution de l'économie mondiale et trace des pistes de réflexion à suivre pour les années à venir.

encore de rattraper le capitalisme, comme l'ont souhaité les soviétiques. D'où l'effondrement du système étatique actuel.

On peut cependant remarquer que le capitalisme qui a si bien réussi ne ressemble en rien au capitalisme libéral du XIX^{ème} siècle. Celui-ci a été profondément transformé par les luttes sociales. Par ailleurs, ce capitalisme qui se révèle le plus efficace et le plus adaptable, a souvent réussi grâce au soutien de l'Etat, sous une forme ou sous une autre: aux Etats-unis, par exemple, avec le budget de la recherche, de la défense ou de l'aérospatial; au Japon, avec les relations très étroites entre les grands groupes et l'Etat, dont le MITI est le symbole.

Mais ce capitalisme met en place des éléments de crise assez graves. En disant cela, je ne prétend pas que le système va s'effondrer; je veux simplement indiquer que se profilent à l'horizon des difficultés sérieuses, à l'échelle mondiale, dans des domaines tels que les finances, l'environnement et la population - domaines dans lesquels il n'existe, à ce niveau, aucun instrument de régulation.

● **Royaliste: A la fin de votre livre vous tracez un schéma de la crise nationale/mondiale des années 1970-1990 qui se termine par des crises potentielles au Nord, des crises potentielles au Sud, avec pour conséquence une crise potentielle dans le SNMH.**

Michel Beaud: Pour ce qui concerne le Nord (Etats-unis, Europe, Japon), certains risques de crises sociales importants, mais différents selon les pays, existent et parmi lesquelles les crises économiques (nouvelle résurgence du chômage, difficultés financières ou boursières) pourraient servir de détonateurs. Mais, c'est évidemment au Sud que les risques sont les plus graves avec, notamment, la poussée démographique. Quant aux difficultés que connaîtra le SNMH au cours des années à venir, elles résulteront de perturbations introduites par tel ou tel facteur économique venant du Nord ou du prix du pétrole, d'un «krach» boursier ou encore d'une panique sur le dollar.

Car le plus inquiétant demeure, selon moi, le système financier international, lequel repose sur le dollar, la monnaie du pays le plus fort mais qui accumule, depuis plusieurs années, de graves déficits

(budgétaire et commercial). D'où un important endettement, le besoin d'épargne des Etats-Unis étant, actuellement, compensé par l'apport d'épargne en provenance du reste du monde: en partie du Nord, et principalement du Japon, mais aussi du Sud par le biais des fuites et des mouvements de capitaux.

Dès lors, si à un moment ou à un autre, suite à des événements politiques ou économiques brutaux, il y a perte de confiance dans le dollar et si celle-ci se traduit par la volonté des différents détenteurs d'avoirs en dollars, de transférer leurs avoirs ailleurs (Japon, Suisse) il y aura risque d'effondrement de la principale monnaie mondiale. En effet, les capacités d'intervention des banques centrales sont très faibles par rapport à la puissance des mouvements de capitaux. Partant de là, je crois que, si une panique de ce genre venait à se produire, personne ne serait capable de la maîtriser.

● **Royaliste: Et l'économie des pays de l'est ?**

Michel Beaud: Ce type d'économie étatisé et fortement centralisé, qui aurait, peut-être, pu assurer un minimum satisfaisant si le capitalisme s'était effondré, s'est révélé incapable de suivre la dynamique du capitalisme d'abord lors des trente glorieuses, ensuite au cours de la grande mutation technologique des années 80. Mais, au-delà de la vision simplement économique, ce choix idéologique du Tout-Etat a contribué à la limitation des libertés individuelles et empêché le développement de la démocratie.

L'échec économique et la revendication démocratique, qui s'avère très forte aujourd'hui, ne pouvaient que contribuer à l'écèlement des structures constitutives de ces régimes totalitaires. La seule incertitude concernait la date. Le problème c'est qu'à partir du moment où des structures aussi rigides et centralisées cassent, il n'y a pas de réformes possibles. Le système économique de l'URSS n'est pas réformable et Gorbatchev se trouve coincé, car les transformations économiques vont devoir être menées de pair avec la maîtrise de problèmes nationaux, religieux et ethniques qui vont dans le sens de la dislocation de l'empire. C'est à ce niveau que se situe le risque le plus grand: car les problèmes

seront si nombreux et si difficiles à résoudre que la tentation sera forte de créer, à nouveau, un régime autoritaire. Or, dans ce cas, la tension extérieure serait le facteur qui faciliterait, le mieux, la cohésion nationale.

● **Royaliste: Votre dernier chapitre tranche complètement avec le reste du livre, par l'approche, qui n'est plus uniquement celle de l'économiste, mais davantage celle du citoyen effrayé par ce qu'il vient de découvrir; par le style, également, qui est plus celui de la mise en garde que de la froide analyse; est-ce que cela vous choque si on vous dit qu'il s'agit d'un cri du cœur ?**

Michel Beaud: Pas du tout. Ce livre constitue une photographie bougée de l'économie des années 80. J'aurais voulu analyser les dynamiques en œuvre, les perspectives d'avenir...; mais je me suis trouvé à la fin du livre avec l'impression désagréable d'avoir écrit le dixième de ce que j'aurais voulu écrire. Avec, en plus, beaucoup d'inquiétudes nées de ce que j'avais découvert. Je savais que la polarisation était forte, mais je n'imaginais pas qu'elle le fût autant. De même je savais que le système financier était instable et dangereux, je ne pensais pas découvrir qu'il l'était autant que ce que j'ai pu constater en travaillant sur la réalité du système spéculatif. Je découvrirai aussi, combien les risques écologiques sont importants.

L'ensemble composé de tous ces sujets d'inquiétude se comprimait en moi et pesait. J'aurais pu ne pas les écrire, mais les pages sont venues comme ça, tout simplement parce qu'elles avaient besoin de sortir. En résumé, ce chapitre est le résultat de la pression exercée sur moi par le livre écrit et ce qu'il contenait.

J'aurais encore eu trois livres à écrire, après celui-là, pour analyser complètement l'économie mondiale, ses dynamiques et ses désordres et je n'ai pas voulu attendre l'an 2000 pour poser les questions qui se posent à nous. Les problèmes sont urgents et j'ai eu besoin de le dire tout de suite.

Propos recueillis
par Patrice Le Roué

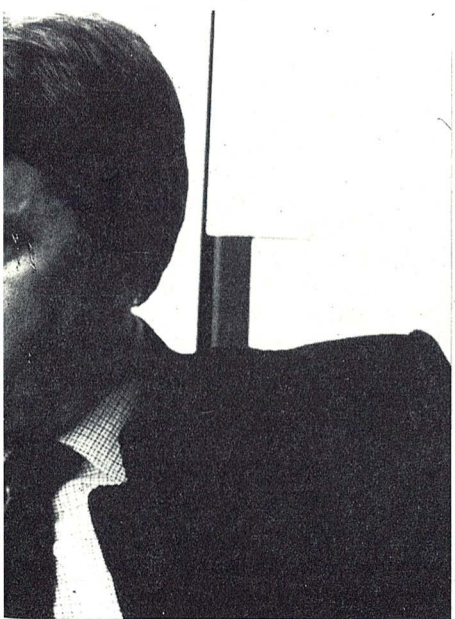
(1) M. Beaud - Le système national / mondial hiérarchisé, La Découverte, 1987; L'économie mondiale dans les années 80, La Découverte, 1989.

l'emploi, ou encore ce qui touche à l'écologie.

Au-delà, mais ce n'est pas pour demain, les Etats-Nation auront à mettre en place des formes institutionnelles pluri-étatiques, soit au niveau régional, - ce que les Etats européens de l'Ouest essaient de faire avec la CEE - soit à l'échelle mondiale car, compte tenu du mouvement en cours, nous serons obligés, dans certains domaines, d'avoir des pouvoirs étatiques mondiaux.

● **Royaliste: A lire votre livre, le capitalisme semble être le nouvel « horizon indépassable de notre culture ».**

Michel Beaud: Depuis des générations, des socialistes et des marxistes annonçaient l'effondrement du capitalisme, lequel devait laisser la place à une société socialiste. Or, aujourd'hui on est bien obligé de constater que cette analyse était fautive, que la réalité est plus compliquée. Le capitalisme a une capacité d'adaptation et une souplesse telles que, face à lui, le système étatique s'est révélé incapable, non seulement de construire le socialisme, mais



Cité

N° 21 - 35 F Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Dossier

1789

François

FURET

Au sommaire
du N° 21 de Cité :

Dossier REVOLUTION 1789

- Entretien avec François FURET
- Colloque «Célébrer 1789» avec les interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez
- Les prémices de la Révolution en Limousin
- L'opinion avant la Révolution
- Evénements méconnus de la Révolution
- Burke et la représentation nationale
- David, l'Art et la Révolution

CHEMINS DU MONDE

- Images des Seychelles
- Notes sur les Etats-Unis

**Le numéro 35 F
mais il est encore
mieux de s'abonner !**

BULLETIN DE COMMANDE
OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 21
de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un
an (4 numéros) et verse 125F.

Règlements à l'ordre de
"Cité" CCP Paris 23 982 63

Sujet explosif

Il y a quelques années votre journal avait osé parler des investissements douteux des banques britanniques en France. Tout découvert bancaire lui fut immédiatement supprimé (mais nos lecteurs nous sauvèrent par leur soutien immédiat). Aujourd'hui nous voudrions dire un mot sur la liberté de diffusion de la presse dans notre pays. Amis, donnez généreusement à la prochaine souscription de la NAR...



■ En France, la distribution des journaux est un monopole. Le Syndicat du livre (C.G.T.) y impose sa volonté.

Durant la nuit du 12 juin 1975, Bernard Cabanes, rédacteur en chef à l'Agence France Presse, entend du bruit sur son palier. Il a la mauvaise idée de se lever pour aller voir... L'explosion d'une bombe le tue. Il s'agit d'une espèce d'affaire «Rainbow warrior» avant la lettre... Il apparaît en effet vraisemblable que le pauvre homme a été tué par erreur, en raison de son homonymie avec le rédacteur en chef du «Parisien libéré». Qui peut douter qu'il vient d'être la victime de l'extraordinaire montée de violence qui caractérise alors le conflit social du «Parisien»? Ce quotidien prétend alors, le premier, vouloir échapper aux règles d'organisation imposées

au lendemain de la Libération par les syndicats aux patrons de presse.

La police et la justice - comme trop souvent dans notre pays au nom d'une mauvaise et trop ancienne tradition de la «raison d'Etat» - ne purent jamais dire publiquement le fin mot de cette histoire.

Partant de ce fait divers cruel, Francis Bergeron dénonce «la mainmise communiste sur la presse», que permet le monopole d'embauche que le syndicat du Livre CGT exerce notamment aux Messageries qui ont le monopole de la diffusion de la presse.

Il y a, nous dit l'auteur, une sorte de pacte fondé sur l'intimidation comme sur

l'habitude entre la direction de ces Messageries, issue du groupe Hachette («pieuvre verte»), et le syndicat communiste («pieuvre rouge»). Les avantages acquis par le personnel sont énormes. En 1987, salaire moyen des 4.911 salariés: 17.054 F... Employés: 1.157 personnes à 12.964 F; Ouvriers: 2.586 personnes à 15.435 F par mois; Cyclistes: 206 personnes à 20.611 F par mois; Cadres administratifs: 685 personnes à 25.234 F par mois; Cadres techniques: 267 personnes à 25.867 F par mois; Cadres cyclistes: 10 personnes à 33.283 F par mois. On se reportera à l'ouvrage pour plus de détails sur ces dénominations et ce qu'elles recouvrent. Le jugement de l'auteur - qui a été à la direction du personnel durant 6 mois avant de se faire éjecter pour cause de convictions politiques d'extrême-droite - sur l'efficacité globale du système n'est pas flatteuse.

Il est probable qu'un jour où l'autre tous ces monopoles et ces avantages, qui se confortent les uns les autres, sauteront sous les coups de boutoir de l'idéologie libérale. Un scandale disparaîtra. Mais le paradoxe est que ce ne sera pas forcément un bien pour la liberté de la presse. Et malgré l'ensemble des documents rares réunis par l'auteur, le plus intéressant du livre reste peut-être la postface de Jean Madiran, directeur du quotidien «Présent», qui rappelle combien le monopole de la diffusion de la presse par les NMPP permet un service de qualité, y compris pour les plus petits titres, sans équivalent dans les autres pays...

Paul CHASSARD

Francis Bergeron *Le syndicat du livre ou la mainmise communiste sur la presse*, Difralivre 1989, 128 pages, 109 F franco.

La nation en question

■ Gérard Leclerc



Dieu sait qu'elle est en question, la nation ! Depuis que le mouvement de décomposition de l'empire stalinien est en marche accélérée, un spectre hante à nouveau l'Europe, celui du nationalisme. Et avec lui, une légion de génies malfaisants semble s'être emparée des peuples qui se mettent à se détester quand ils ne se combattent pas avec le désir de mettre l'autre à mort. En Russie même, une flambée nationaliste produit la fusion des contraires, l'extrême-droite antilibérale et anti-occidentaliste et l'extrême-gauche stalinienne qui se retrouvent dans un discours fascisant et un antisémitisme virulent. On m'assure que le départ accéléré de beaucoup de juifs d'U.R.S.S. s'explique moins par la plus grande ouverture des frontières que par la hantise du retour des pogroms. Cela n'est malheureusement pas étonnant.

Pourtant, par ailleurs, il n'est pas possible de faire le procès unilatéral des nations. Comment ignorer la responsabilité écrasante de l'impérialisme qui les a si longtemps brimées, réduites avec les pires méthodes d'un colonialisme brutal et sauvage. Comme l'écrit Hélène Carrère d'Encausse dans L'Événement du Jeudi, Mikhaïl Gorbatchev peut bien promettre à tous ces peuples en révolte un vrai fédéralisme : « *La question qui surgit est la suivante: ce fédéralisme si tardif, succédant à sept décennies de mensonges où l'on affirmait à Moscou que le fédéralisme était réalisé, est-il suffisant pour réconcilier ces peuples qui, depuis des années, s'acharnent à reconquérir leur identité et à marquer leurs différences ?* » A contrario, on peut se lamenter sur les risques d'affrontements en Europe centrale. Il ne fallait pas dissocier l'empire austro-hongrois après la première guerre mondiale, au risque d'attiser tous les problèmes des minorités. L'erreur, comme l'a expliqué François Fejto était de vouloir instaurer des Etats nations qui ne correspondaient pas à de vraies communautés historiques.

Sans doute, les concepts de fédération et de confédération sont-ils de nouveau à l'ordre du jour, notamment à la suite des propositions de François Mitterrand et de Jacques Delors. L'histoire proche ou lointaine nous indique que ce type d'associations, pour souhaitables qu'elles soient, ne vont pas forcément de soi et qu'elles sont aussi promptes à se défaire qu'à naître, à moins qu'un vrai projet politique soutenue par une volonté habile, juste et forte ne les convertissent en destin. Ceux qui appellent de leurs vœux des Etats-Unis d'Europe ne savent vraiment pas ce qu'ils disent, à moins de considérer que des conditions tout à fait inédites peuvent instantanément liquider un millénaire d'histoire européenne.

Paul Fabra a écrit, il y a un mois dans Le Monde, un article important pour défendre l'idée de communauté contre des liens fédéraux arbitrairement établis entre des nations aussi anciennes que les nôtres. La communauté présente cet avantage de reposer sur la libre adhésion des nations qui la composent, en maintenant en particulier les prérogatives essentielles de leurs Etats. En même temps, elle crée les conditions d'un vrai rapprochement entre les peuples qui se reconnaissent un destin commun ainsi qu'une parenté profonde de civilisation qui favorise les échanges de tous ordres, en éloignant les risques d'affrontement. Il est dans la nature des choses - c'est pourquoi le processus pourrait être ici relativement court - que les nations de l'Europe en voie de libération rejoignent cette communauté. Il n'y a à mon sens aucune raison de leur refuser ce droit, qui correspond tellement au sens vrai de l'Europe. Mais, en ce cas, j'avoue voir mal l'articulation entre fédération occidentale européenne et confé-

dération continentale, avec le risque d'établir une différence de traitement qui serait choquante.

Il est possible - d'ailleurs Jacques Delors l'a dit explicitement - que la volonté de brûler les étapes, en établissant un vrai exécutif à la tête de la CEE, constitue une reflexe de peur face au bouleversement du continent. On veut arrimer plus solidement une Allemagne en voie de réunification grâce à des liens institutionnels contraignants et définitifs. On craint également que l'élargissement de la communauté dilue à l'excès les liens déjà difficilement noués entre nations.

Ce qui est certain, c'est que quelle que soit la solution choisie - qui ne sera pas commode à mettre en place - il ne sera pas possible de faire fi de ces réalités persistantes que sont les nations. Aussi importe-il de percevoir avec justesse ce qu'elles sont, en quoi elles sont précieuses, en quoi elles sont dangereuses. Il me paraît assez vain d'expédier la question par une philosophie à quatre sous. Celle qui consiste à magnifier, par exemple, un patriotisme doué de toutes les vertus et à maudire un nationalisme voué à toutes les folies.

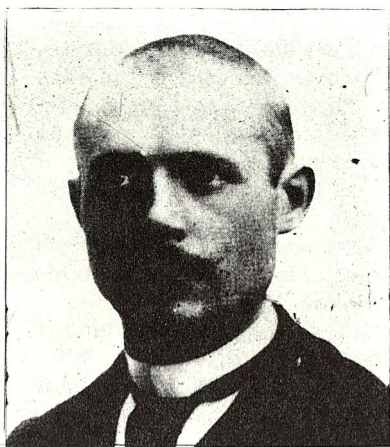
Sans prétendre faire le tour de la question, je proposerais volontiers quelques points de réflexion utiles à un discernement. Tout d'abord, les nations ne sont nullement des réalités homogènes. Il est périlleux de les vouloir toutes surgies d'une unique volonté populaire explicitement formulée. Le droit à l'autodétermination lié au principe dix-neuviémiste des nationalités peut constituer un facteur de déstabilisation extrêmement dangereux et réveiller tous les démons de la xénophobie et du racisme. Il est vrai qu'il n'y a pas de nation sans volonté de vivre ensemble, mais il est vrai également que ce vouloir-vivre est en relation directe avec une histoire qui a donné sa consistance à une communauté. Cette notion de communauté historique s'oppose à la fois à la communauté fusionnelle, équivoque dans son volontarisme forcené ou ses connotations raciales exclusives et à l'artifice reposant sur des conventions éphémères.

Une communauté historique vit évidemment au péril et à la chance de l'histoire. Elle est légitimement attachée à une identité, mais celle-ci n'est vivante que parce qu'elle se construit au fil du temps, en perpétuel dialogue avec d'autres identités. Bien des tentations la menacent, impérialisme, messianisme résultant d'une absorption du religieux dans le temporel, désignation d'un ennemi intérieur pour satisfaire un ressentiment collectif. Il est dangereux de laisser croire que ces déviations gravissimes sont liées ontologiquement à une nation, du seul fait d'idéologies extrémistes qui confisquent le sentiment national au profit de leurs phobies et de leurs névroses. Je ne peux m'empêcher de songer une fois encore à Vladimir Soloviev, qui à la fin du siècle passé, à travers une réflexion à la fois historique, philosophique et théologique, avait opéré par avance ce discernement qui a tant manqué au XXème siècle. Dénonçant l'absorption du religieux dans l'Etat et l'absolutisme de ce même Etat, il rendait libre l'espace de la transcendance et de l'universel pour la liberté de la nation, de la société et des personnes. Pour cela il fallait une vraie théologie des rapports du temporel et du spirituel, mais aussi une science rationnelle du droit qu'il demandait à l'Occident dans la tradition de Pierre le Grand. Enfin il fallait encore à la Russie, disait Soloviev, renoncer de son plein gré « *au mauvais principe de l'égoïsme et de l'isolement national, en se déclarant ce qu'elle doit être et ce qu'elle est au fond de son âme - une partie vivante et indivisible de la grande unité universelle* ».

Gérard LECLERC

Péguy et la terre

S. Fraisse, dont les travaux ont contribué à renouveler la lecture de Péguy (1), restitue ici, avec finesse et lucidité, un attachant *Péguy malgré lui*. L'écrivain se voulait paysan contre l'université, or on l'appelle « Monsieur Charles » dans les fermes où il est accueilli.



nance affective qui n'a pas besoin d'un savoir de visu ».

Les paysages qui habitent l'imagination du poète sont ceux du Val de Loire et de l'Île de France. Le premier est « *vallée royale de largesse et de lumière* », où coule « *le fleuve souterrain (...) majestueux avec une correction, avec une aisance, avec une courbe inimitable* ». La plaine d'Île de France quant à elle « *nous invite à la méditation; elle n'enseigne pas le désespoir* » (S. Fraisse).

La nature se trouve « *moralisée* », sublimée dans le soin qu'apporte l'homme (le jardinier) à créer et développer les jardins (« *Jardins mystérieux, jardins merveilleux* »); qu'il s'agisse du jardin à la campagne où « *les arbres en fleurs avaient des teintes et des lueurs, des nuances claires et neuves et blanches de bonheur insolent* » ou du jardin du Luxembourg: « *d'une admirable tiédeur d'adieu, calme, d'une odeur de fruit, d'une senteur de rose d'automne* ».

La terre enveloppera, nourrira l'écriture de Péguy jusqu'à son aboutissement spirituel. En 1910, il a une brusque révélation: « *L'Incarnation est une histoire arrivée à la terre* ». Dès lors, sa méditation religieuse et sa réflexion poétique cesseront d'être en contradiction l'une avec l'autre. Et Jeanne d'Arc pourra souhaiter « *que toute terre soit comme au ciel sur la terre* ».

François DENOËL

Simone Fraisse - *Péguy et la Terre*, Ed. Sang de la Terre. Prix franco: 56 F.
(1) Cf. notamment *Charles Péguy*, Seuil, 1979.

Faisons un rêve

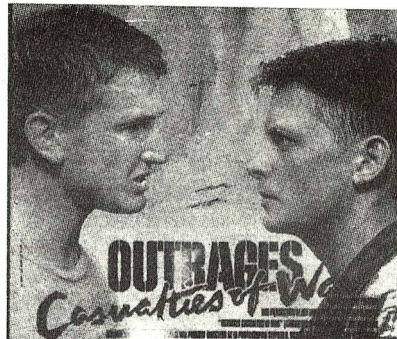
Après un remake raté de *Scarface*, une adaptation plutôt réussie des *Incorruptibles*, Brian De Palma, le pape du « thriller » s'attaque, à son tour, avec *Outrages* à la guerre du Vietnam.

Le début d'*Outrages* ressemble à n'importe quel autre film de De Palma. Erikson voyage assis dans une sorte de métro, il est sur le point de s'endormir, le wagon s'immobilise, une étudiante vietnamienne entre, il la regarde avec insistance, il s'endort. Sans transition il se retrouve au Vietnam, pendant la guerre, en patrouille de nuit. A la fin du film, il se réveille, après avoir « fait un mauvais rêve ». Et le spectateur de se poser la question de savoir si le rêve était purement et simplement issu de l'imagination (malade) du rêveur ou s'il était la transposition cauchemardée d'un souvenir de guerre ?

La réalisation d'un film ayant pour toile de fond la guerre du Vietnam est devenue, pour les grands cinéastes américains, un exercice de style - comme autrefois le western - qui leur permet de développer, tout en se renouvelant, les thèmes qui leur sont chers et qui apparaissent dans leur œuvre antérieure. Dans son rêve, inspiré à De Palma par un fait réel, Erikson, au cours d'une opération de reconnaissance avec quatre autres GI, assiste sans pouvoir s'y opposer au viol et à l'assassinat, par ses compagnons, d'une jeune villageoise vietnamienne. De retour au campement, malgré les embûches semées par ses supérieurs il fait tout pour que l'affaire éclate au grand jour.

Ainsi, le héros d'*Outrages* - ou du moins le personnage du rêve - ressemble-t-il aux héros de *Dressed to kill* ou de *Body double*, notamment. Une personne est témoin, visuel ou

auditif, d'un meurtre contre lequel il ne peut rien, parce que des barrières physiques ou morales l'empêchent d'intervenir. Ici les barrières sont d'ordre social. Qui l'emportera de la hiérarchie militaire et de ses lois internes ou de la morale universelle ? Quand on saura qu'Erikson est luthérien, on devinera le malaise dans lequel il sera plongé.



Pour ce qui concerne la réalisation, De Palma n'innove pas par rapport à ses films précédents. Cela dit, elle demeure largement supérieure à la moyenne des films que l'on peut voir actuellement. Et le jeu des acteurs n'a rien à envier aux films de Coppola, Cimino ou Kubrick, sur le même sujet.

Indépendamment de tout cela, *Outrages* montre qu'aujourd'hui, la plaie ouverte par la guerre du Vietnam est refermée dans l'esprit des américains: elle constitue un « mauvais rêve ». Les jugements à porter sur ses protagonistes appartiennent à l'Histoire... et au cinéma. Puisse-t-on, un jour, en dire autant à propos de la guerre d'Algérie.

Nicolas PALUMBO

Outrages de Brian De Palma, avec Sean Penn et Michael J. Fox

Notre 8^{ème} Congrès :

Compte-rendu dans notre prochain numéro

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent pour-

suivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 7 Février - Les passions semblent menacer l'ordre social mais elles y sont pourtant vécues. D'Abélard à Faust, du libertinage à la passion moderne des choses, **Jean DUVI-GNAUD** a mené une vaste enquête qui conduit à une réflexion sur l'éthique. C'est l'objet de son dernier livre «La genèse des passions dans la vie sociale» qu'il viendra nous présenter.

FAIRE CONNAITRE ...

Faites connaître "Royaliste" autour de vous à l'aide du petit **dépliant de présentation** qui allie l'humour et l'efficacité. Ouvrez votre carnet d'adresses, il contient sûrement les coordonnées de relations ou d'amis auxquels vous pourriez l'envoyer...

Tarif franco : 10 ex. : 10 F - 50 ex.: 30 F

D'autre part nous venons de rééditer la petite brochure «**La N.A.R. en 9 questions**» qui contient les réponses aux questions qui nous sont le plus fréquemment posées, notre déclara-

tion fondamentale ainsi que tous les renseignements nécessaires pour une adhésion éventuelle. Cette brochure peut être envoyée à toutes vos relations qui, ayant entendu parler de la N.A.R., se posent encore des questions à son sujet.

Tarif franco : 10 ex. : 12 F - 50 ex. : 50 F

AFFICHES "JetR"

Des affiches spécifiques de "Jeune et Royaliste" sont disponibles. Format 40x60 cm en trois couleurs. Prix franco: 1 ex. : 5 F - 45 ex. : 52 F - 140 ex. 144 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois format. Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

ILE DE FRANCE

Les **activités militantes régulières** ont repris en région parisienne. En particulier affichages, ventes à la criée et tenue de stand sont assurés. Nous faisons appel à tous ceux de nos lecteurs qui accepteraient de participer à ces activités, même d'une façon épisodique, afin qu'ils prennent contact avec Hugues Bouchu, chargé de la coordination des actions en Ile-de-France.

LOIRE ATLANTIQUE

A Nantes, Bertrand Renouvin animera un **dîner-débat** avec les amis de «Royaliste» le vendredi 16 février à partir de 19 h. A cette occasion sera présenté le nouveau matériel de propagande (affiches, prospectus, brochures). Pour tous renseignements téléphoner au 41.48.95.03.

MAINE ET LOIRE

La délégation de Maine-et-Loire assure deux fois par mois un **"Point-rencontre"** pour les lecteurs, curieux et sympathisants du journal et du mouvement afin qu'il puisse s'informer et se documenter. Prochains "points-rencontre": Jeudi 8 février à 18h30 et Samedi 10 février de 9h à 10h. Les rencontres ont lieu à l'Hôtel Continental, rue Louis de Romain (derrière le théâtre). Renseignements au 41.48.95.03.

SARTHE

"Point-rencontre" à l'intention des lecteurs et sympathisants le Vendredi 23 Février. Renseignements en téléphonant au 43.81.60.75.

JEUNE ET ROYALISTE ?

Prenez contact !

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ je désire prendre contact avec le mouvement «JetR» et recevoir des informations à son sujet.

☐ je désire recevoir régulièrement la lettre bimestrielle d'information de «JetR» (15 F pour un an).

Bulletin à retourner, accompagné du règlement éventuel, à

«Jeune et Royaliste»

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

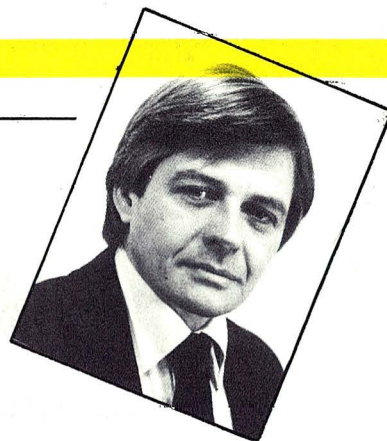
Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

République et démocratie



Début décembre, «Le Nouvel Observateur» a lancé un débat passionnant (1), que les révolutions en Europe du centre et de l'Est ont fait passer au second plan. Son objet ? La distinction, voire l'opposition, entre la République et la démocratie que Régis Debray a voulu établir dans sa remarquable introduction. Les participants ? Jacques Julliard, Alain Touraine sur un mode mineur, et Blandine Barret-Kriegel. L'enjeu et le souci commun ? Les valeurs de la nation française.

Il serait facile de saisir cette occasion pour reprendre et prolonger la polémique amicale que nous avons eue l'année dernière avec Régis Debray. Mais les questions qu'il pose méritent mieux que cela: une réflexion approfondie sur des thèmes qui sont aussi matière à débat entre royalistes. Car ce débat n'est pas seulement intéressant pour nous. Il nous touche, comme les réactions des rédacteurs et des lecteurs de notre journal l'ont montré lors de l'affaire du foulard. Mais de quelle manière ?

Il est aujourd'hui établi que les royalistes sont démocrates et que la monarchie est en Europe une des garanties possibles, la plus solide à nos yeux, de la démocratie. Mais des royalistes peuvent-ils se dire raisonnablement républicains ? A première vue, ce serait le paradoxe suprême, le commencement de la fin. Pourtant, voici quelques années, c'est sans ironie aucune que nous avons titré qu'il fallait sauver la République, et personne ne nous avait accusé de reniement.

ENJEUX

En effet: au-delà du paradoxe apparent, ou de la provocation facile, j'avais montré que le débat sur la République avait changé de nature depuis le début de la 5^{ème} République. Depuis la Révolution, royalistes et républicains s'opposaient sur les institutions, les premiers en soulignant (avec plus ou moins de bonheur) la nécessité d'un Etat arbitral, les seconds en refusant au pouvoir politique le principe et les moyens de son autonomie. Grâce à l'action conjuguée du comte de Paris et du général de Gaulle,

ce débat institutionnel se trouve aujourd'hui dépassé dans une large mesure: la tradition royaliste s'est démocratisée, et la tradition républicaine a accepté la monarchie élective de la 5^{ème} République. Il reste, selon nous, à couronner cette synthèse encore fragile par la royauté. Tel est le projet qui rassemble les royalistes, et la question qu'ils entendent poser aux citoyens.

Le débat provoqué par l'article de Régis Debray est d'une autre nature et concerne d'autres enjeux. Il ne s'agit pas des institutions de la République, qui peuvent prendre la forme monarchique et s'incarner dans une famille royale représentant le bien commun, mais de la philosophie et de la morale républicaines ou, en d'autres termes, des valeurs de la société et de la vertu de l'Etat.

Le républicain est muet sur la question des institutions, ou se contente de dire ce qu'il ne veut pas, mais prolix et précis sur les valeurs qui l'habitent et que célèbre Régis Debray: la laïcité de l'Etat et de l'école, l'unité la nation, conçue comme le corps des citoyens associés et égaux devant la loi, l'universalisme mais aussi l'armée de conscription qui institue l'égalité devant la mort, la prééminence de l'Etat sur les intérêts privés, donc l'hostilité au règne de l'argent. La démocratie, au contraire, serait soumission de l'Etat à la société, dilution du corps social dans les différences sociales et ethniques, affairisme et individualisme. Il faut lire cet article médité, incisif, parfois injuste à mes yeux, que je regrette de devoir résumer à si gros traits.

FONDER LA REPUBLIQUE

L'idée républicaine fidèlement exprimée par Régis Debray, Jacques Julliard oppose les réalités d'une 3^{ème} république qui vécut loin de ses propres principes: dureté du colonialisme, bassesse des luttes électorales, corruption et conservatisme social... Somme toute, la vertu républicaine serait une «mystification», alors que la démocratie offrirait la chance et le risque de l'émancipation des communautés et des personnes lassées de l'hégémonie de la classe politique.

Introuvable pour Jacques Julliard, la

République reste incertaine aux yeux de Blandine Barret-Kriegel. La citoyenneté qu'elle institue est en effet partielle et inégalitaire: c'est la volonté des adultes masculins, l'élitisme des propriétaires puis des universitaires en attendant celui des technocrates qui ignorent les écrivains et les penseurs. C'est aussi la dérive bonapartiste toujours latente, parfois effective, que la République engendre. Sous l'idéal républicain, transparaîtrait le plus mauvais côté de la société d'Ancien Régime, qui a conduit la monarchie à sa perte: l'aristocratie, et cette «cascade de mépris» dont nous ne sommes pas délivrés.

Sans entrer dans le débat - il faudrait plusieurs articles ou un livre - je voudrais tenter de le situer:

- Il ne s'agit pas d'une joute entre intellectuels faite pour notre divertissement, ni d'un débat monté de toutes pièces. Les questions posées engagent notre avenir, et cela de manière très concrète.

- Ces questions, et les vifs débats qu'elles entraînent, ne conduisent pas nécessairement à la constitution d'un «parti» démocrate et d'un «parti» républicain entre lesquels nous serions appelés à choisir et qui s'exclueraient l'un l'autre.

- La thèse de Régis Debray et les critiques qu'il a reçues permettent une élucidation qui était nécessaire. A travers celle-ci, s'affirme un souci commun: fonder la chose publique, constituer ou reconstituer un espace public autonome - non asservi à l'administration et à l'argent - inventer ou retrouver une citoyenneté, faire en sorte que la question de l'identité nationale ne soit pas abandonnée aux démagogues, et pour cela recréer dans la société française - partis politiques inclus - les conditions d'un grand débat de philosophie politique.

Ce projet, qui s'est implicitement affirmé dans les colonnes du «Nouvel observateur», est une excellente nouvelle - et pas seulement sur ce qu'on appelle le «plan théorique». Il implique, pour l'Etat et dans la société, une révolution nécessaire.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. les numéros 1308, 1309 et 1313.